

avérés, de réalité vraie, comme aurait pu dire l'ancien ministre des Transports. Un de ces faits est que les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne, quelles que soient nos intentions, veulent rester fidèles à l'Alliance.

• (8.30 p.m.)

Il faut continuer, et pour que notre rôle au sein de l'Alliance reste vraisemblable, il faut que nous y participions à fond. Nous nous rendons compte que nous ne vivons plus comme il y a 20 ans—Dieu merci—alors qu'il fallait envisager la menace d'une attaque armée massive et généralisée des puissances du Pacte de Varsovie en Europe centrale qui aurait déclenché immédiatement des représailles nucléaires. De nos jours, ce n'est plus probable. Nous savons, cependant, qu'il faut être prêts aux éventualités.

Qu'il me soit permis à nouveau de citer un passage d'un numéro de l'*Economist*—moins récent cette fois, celui du 5 avril. Dans un article intitulé «Ce qu'il faut à l'OTAN», on laisse entendre qu'il faut rétablir les choses à trois égards.

D'abord, il faut à l'OTAN plus d'unités pour défendre les arrières en Allemagne. Les Allemands et les Britanniques s'efforcent de tirer ce problème au clair. Deuxièmement, l'OTAN a besoin de troupes capables de réprimer ou d'empêcher grâce à une intervention rapide, toute échauffourée qui pourrait éclater le long de la frontière allemande si l'Europe orientale se soulevait. Troisièmement, il a besoin de troupes qui puissent de façon convaincante se charger de réprimer les mêmes manœuvres d'empiètement sur les flancs, surtout dans les Balkans, après la dernière alerte yougoslave, mais aussi en Scandinavie.

Ces trois objectifs pourraient être réalisés si l'OTAN avait des unités actives de troupes «légères» dotées d'un potentiel tactique, grâce à l'emploi des hélicoptères, et stratégique grâce à l'utilisation des avions de transport.

L'auteur poursuit:

Mais ces chevaliers légers de l'air manqueraient inévitablement de blindés et de fusils. Il leur faudrait donc beaucoup d'armes antichars, y compris les hélicoptères aéroportés, une bonne dose d'ingénieurs pour poser des mines, dresser des barrages sur routes et procéder aux démolitions, et une forte couverture aérienne de soutien à peu de distance.

Si la proposition du gouvernement se fonde sur une réduction de nos effectifs en Europe et de la proportion du budget qu'il affecte à la défense, le très honorable représentant n'a pas réussi, à mes yeux, à prouver quoi que ce soit. Au comité on avait entendu dire que les dépenses au chapitre de la défense continueraient à représenter une forte proportion de notre budget. Un des témoins qui a comparu devant le comité, un journaliste allemand, s'est servi d'une métaphore pour décrire la situation de l'OTAN. Je vais donner un résumé de ses observations. Il a dit que des initiatives orientées vers une détente ressem-

blaient à une maison à trois étages. A l'étage supérieur se trouvaient les super-puissances, les États-Unis et l'Union soviétique qui se raclaient la gorge et faisaient du bruit en voulant faire croire qu'elles s'efforçaient de dialoguer. Je vais maintenant faire une observation, monsieur l'Orateur: il faut qu'elles dialoguent avant que chaque camp ne soit irrévocablement acculé à installer des réseaux de missiles antimissiles qui coûtent un prix fou et qui sont inutiles.

A l'étage mitoyen se trouvent les autres pays de l'Est et de l'Ouest de l'Europe, représentés par l'OTAN et le pacte de Varsovie. En raison de leur histoire, de leur situation géographique et économique, ces pays ont des raisons majeures de mettre fin à leurs craintes et à leurs soupçons mutuels.

Le rez-de-chaussée de la maison imaginaire est occupé par l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est, et la communauté d'origine et de traditions vient s'ajouter aux autres raisons qui militent, des deux côtés, en faveur d'une prise de contact. Tout comme les autres maisons, celle dont il est question ici à des fenêtres donnant sur l'extérieur et des escaliers reliant les étages. Ces fenêtres donnent sur le Tiers-Monde—mentionné par M. Escott Reid et d'autres personnes. De fait, cette maison à tous les avantages d'un lieu propice à l'entente et à la paix.

M. l'Orateur suppléant (M. Béchard): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé.

M. John Roberts (York-Simcoe): C'est décourageant de voir qu'une si grande partie du débat sur la politique étrangère à l'heure actuelle se tourne vers le passé au lieu de s'orienter vers l'avenir, pour y voir les perspectives et possibilités de la politique étrangère du Canada.

Nous ne saurions établir une politique étrangère judicieuse en nous tournant résolument vers le passé. Le fait d'avoir toujours participé à certains accommodements n'est pas en soi une raison suffisante pour poursuivre dans cette voie. Cette attitude s'inspire, semble-t-il, de la théorie selon laquelle vous saurez quelle direction prendre si vous savez d'où vous venez. Mais le conducteur d'automobile qui se borne à consulter son rétroviseur aura vraisemblablement un accident. Nous avons tous entendu parler de ces généraux qui préparent les guerres à venir comme s'il s'agissait d'une suite logique des guerres passées. Se borner à s'orienter dans les mêmes voies qu'autrefois, c'est se vouer au désastre.

Personne ne doute que notre politique ait été couronnée de succès dans le passé. Nous avons participé en Europe à la création d'une parade souple et valable aux craintes susci-